



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AURYS INDUSTRIES

ZI de Pommenauque
50500 Carentan-Les-Marais

Références : 2025-686
Code AIOT : 0005301484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement AURYS INDUSTRIES implanté Zone industrielle de Pommenauque 50500 Carentan-les-Marais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AURYS INDUSTRIES
- Zone industrielle de Pommenauque 50500 Carentan-les-Marais
- Code AIOT : 0005301484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la production de miroirs, verres laqués et sérigraphiés.
Il emploie 120 personnes et traite annuellement environ 2 millions de m² de verre.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives et comportement au feu	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 5.2.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	7 mois
2	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 5.1.5.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	7 mois
3	Rejets d'eaux industrielles résiduaires	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 3.3.2.	/	Demande d'action corrective	7 mois
4	Rétention des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 5.3.1.	/	Demande d'action corrective	7 mois
5	Rejets dans l'air	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 2.2.2.	/	Demande d'action corrective	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé plusieurs actions suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/25. Des actions correctives restent néanmoins attendues pour le second semestre 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 5.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Le pétitionnaire s'engage, sous 12 mois, à transmettre les moyens de prévention du risque incendie à mettre en œuvre sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les premières actions envisagées pour limiter les effets létaux à l'intérieur du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déplacement du stock situé dans la "cour Argenture" vers la zone de stockage de laques du bâtiment C, équipé de murs coupe-feu et d'une réserve incendie à proximité ; • réduction de la quantité de xylènes présente sur le site. <p>L'inspection des installations classées rappelle que l'efficacité de ces mesures doit être confirmée par une étude des distances d'effet associées à un incendie. Cette étude pourra être produite au moyen de l'outil Flumilog.</p> <p>Concernant les systèmes de désenfumage constatés hors service lors d'une précédente inspection, l'exploitant précise que ces non-conformités ont été traitées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre la recherche d'actions visant à réduire les effets létaux à l'enceinte du site et à en justifier l'efficacité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 mois

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 5.1.5.
Thème(s) : Autre, Protection contre les intrusions

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. En dehors de la présence de personnel les issues sont fermées à clef. L'établissement doit être surveillé en permanence en dehors des heures ouvrées, les week-ends et les jours fériés. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une grille de 2 m de hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle la problématique relevée sur le site : la partie nord-ouest (accès aux quais de chargement et au parking personnel / visiteurs) n'est pas clôturée et donne directement accès au site depuis la voie publique. Les portes d'accès au site sur cette partie sont accessibles par badge uniquement. Le site fonctionne en 3x8h en semaine et un gardiennage est mis en place le week-end.</p> <p>L'exploitant présente les modifications en cours au niveau du quai de réception : réalisation d'une fosse afin de faciliter le déchargement et l'accès aux plateaux de verre avant traitement. Cette modification va impacter la circulation des poids-lourds, aussi l'étude concernant la clôture devra être revue. Néanmoins, l'exploitant a pris en charge le sujet de l'accès au site par le biais de plusieurs actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmission par la société de gardiennage d'un rapport hebdomadaire ; • mise en œuvre de caméras de sécurité autour de l'ensemble des bâtiments, avec un enregistrement conservé 30 jours. <p>L'exploitant précise également qu'une partie de la clôture au niveau du bâtiment C est abîmée depuis les tempêtes de l'hiver dernier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre la réalisation d'un plan de circulation permettant de clôturer la partie nord-ouest du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 mois</p>

N° 3 : Rejets d'eaux industrielles résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 3.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : [...] Pour les autres substances réglementées (notamment Aluminium, Antimoine, Arsenic, Baryum, Bore, Indice Phénol) dans l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, l'exploitant réalise sous 12 mois une campagne d'analyse pour justifier de la pertinence du suivi de ces paramètres. Un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées à l'issue de la réalisation de cette campagne.
Constats : L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse concernant les substances citées dans l'article 3.3.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/25. Pour la plupart des polluants, le seuil de quantification n'est pas dépassé, limitant ainsi le suivi <i>a posteriori</i> . L'inspection précise que l'exploitant doit se positionner sur le suivi de ces paramètres, et justifier ce positionnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner, en s'appuyant sur les résultats des analyses réalisées, sur la nécessité du suivi pérenne des polluants listés dans l'arrêté préfectoral complémentaire, en s'appuyant sur l'arrêté ministériel du 24/08/17 relatif aux rejets de substances dangereuses dans l'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 mois

N° 4 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 5.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Sur site, la capacité de confinement des eaux d'extinction est de 957 m³, répartis sur plusieurs entités (quais de chargement, dépressions topographiques notamment) dont les volumes sont détaillés dans le tableau suivant :

	Bâtiment A	Bâtiment B	Bâtiment C
Volume de rétention (m ³)	395	339	223

L'exploitant met en œuvre les recommandations de son bureau d'études, **sous les 12 mois**, afin mettre en œuvre un système de rétention des eaux d'extinction efficace :

- vidange de la fosse du bâtiment A pour permettre sa mise en rétention ;
- mise en place d'un obturateur au sortir de la canalisation du bâtiment A ;
- mise en place d'un système de collecte des eaux pluviales (par réalisation de bordures et d'avaloirs) sur :
 - la face nord des bâtiments B et C,
 - la face est du bâtiment C,
 - le coin sud-est du bâtiment B.

[...]

Des panneaux d'information indiquant la position des équipements de confinement sont placés à proximité de ces équipements.

Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas engagé les actions recommandées par son bureau d'études pour sécuriser le système de rétention sur le site, en attendant la décision du tribunal prévue pour la fin du mois. Il précise néanmoins que les obturateurs des canalisations du bâtiment A sont déjà présents, et mettra donc à jour son plan des réseaux en conséquence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en œuvre les recommandations de son bureau d'études pour sécuriser les zones de rétention des eaux d'extinction sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 mois

N° 5 : Rejets dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les autres substances réglementées (notamment HCl, HF, COV et substances à phrases de risque, autres substances) dans l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, l'exploitant réalise sous 12 mois une campagne d'analyse pour justifier de la pertinence du suivi de ces paramètres. Un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées à l'issue de la réalisation de cette campagne.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore engagé de campagne d'analyse concernant les rejets dans l'air. L'inspection des installations classées rappelle qu'il conviendra, comme pour les rejets dans l'eau, de se positionner sur la nécessité de suivi pérenne de certains paramètres après la campagne d'analyses.</p> <p>L'inspection rappelle également la nécessité de réaliser la déclaration GEREPA annuelle. L'exploitant a pris l'attache d'un bureau d'études pour l'accompagner dans la déclaration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner, en s'appuyant une campagne d'analyses des rejets dans l'air, sur la nécessité du suivi des polluants listés dans l'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 mois